

REVUE BELGE
DE
NUMISMATIQUE,

PUBLIÉE

SOUS LES AUSPICES DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE NUMISMATIQUE.

DIRECTEURS :

MM. LE V^{te} B. DE JONGHE, LE C^{te} TH. DE LIMBURG-STIRUM ET A. DE WITTE.

1897

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE.



BRUXELLES,

J. GOEMAERE, IMPRIMEUR DU ROI,

Rue de la Limite, 21.

1897

UN
CINQUIÈME D'ÉCU DE PHILIPPE II

FRAPPÉ A ARRAS EN 1582.

Philippe II, lassé des résultats déplorablement obtenus par le duc d'Albe dans le gouvernement des Pays-Bas, l'avait remplacé, en 1573, par don Louis de Zuniga y Requesens, commandeur de Saint-Jacques de Castille et gouverneur de Milan. Le bourreau des comtes d'Egmont et de Hornes avait remis ses pouvoirs à Requesens en assemblée du Conseil, le 28 novembre 1573, à Bruxelles. Nos provinces se trouvaient alors dans une situation lamentable : les troubles religieux étaient plus violents que jamais et les ressources pécuniaires indispensables pour faire face à une situation aussi confuse, manquaient complètement.

Ce fut dans ces tristes circonstances que Requesens entra en fonctions. Quelques succès militaires importants qu'il remporta sur les insurgés, après un premier échec sur mer, firent bien augurer de son gouvernement. Il n'est même pas impossible que ses intentions conciliantes, ses qualités administratives et ses talents militaires ne fussent parvenus à apaiser la rébellion, si une

fièvre maligne ne l'avait pas enlevé, le 5 mars 1576, après peu de jours de maladie.

Ce fut, pour comble de malheur, en cette même année 1576 que les soldats espagnols, fatigués d'attendre en vain le paiement de leur solde qui n'arrivait jamais, se jetèrent sur le Brabant où ils commencèrent à piller bourgs et villages. Le Conseil d'État, qui avait dû prendre les rênes du gouvernement et dont l'autorité n'était déjà plus qu'un vain fantôme, fut mis en demeure par la population, qui avait couru aux armes, de décréter, le 27 juillet 1576, la proscription des troupiers étrangers. Ces derniers, rendus de plus en plus exaspérés par les justes représailles dont leur conduite odieuse était la cause, réussirent à se rendre maîtres de la ville d'Anvers, qu'ils livrèrent au pillage pendant trois jours. Ce terrible désastre, connu sous le nom de *Furie espagnole*, eut un immense retentissement dans le pays et hâta l'alliance définitive de toutes les provinces, alliance qui se négociait depuis quelque temps déjà au milieu des plus grandes difficultés. Toutes les divergences d'opinions disparurent et la *Pacification de Gand* fut signée le 8 novembre 1576. Le Luxembourg seul n'adhéra pas au traité, qui stipulait, en premier lieu, que les provinces se prêteraient assistance mutuelle pour expulser les soldats étrangers et que l'assemblée générale des États s'occuperait ensuite de régler les affaires du pays et surtout la question de la religion.

Don Juan, frère naturel de Philippe II, déjà illustre par la victoire de Lépante qu'il avait remportée sur les Turcs et que le roi avait nommé gouverneur général des Pays-Bas, arriva sur ces entrefaites dans le Luxembourg. Le roi d'Espagne lui avait donné des instructions conciliantes et don Juan était tout disposé à se montrer très large dans leur application.

Contrairement à l'attente générale et malgré la nouvelle alliance conclue entre les députés des provinces, le 9 janvier 1577, sous le nom d'*Union de Bruxelles*, Don Juan accepta, le 12 février 1577, les conditions mises par les États à sa reconnaissance, c'est-à-dire que l'*Édit perpétuel et irrévocable de Marche-en-Famène* ratifia la *Pacification de Gand* et décida donc le renvoi des troupes espagnoles.

Une ère nouvelle semblait s'ouvrir pour nos provinces si éprouvées. Elle ne fut malheureusement pas de longue durée. Le prince d'Orange avait refusé de souscrire aux conditions de l'*Édit perpétuel*, qui dérangeait ses projets ambitieux, et il s'ingénia dès lors à jeter la méfiance entre don Juan et ses administrés. Le Taciturne ne réussit que trop bien dans ses desseins ténébreux et le gouverneur, bientôt lassé de la suspicion qu'il rencontrait chez tous et du peu de succès de ses efforts pacifiques, se jeta par ruse, le 24 juillet 1577, dans la citadelle de Namur.

Ce malheureux coup de tête fut le signal de nou-

velles agitations. Le prince d'Orange se fit proclamer *ruxwaert* du Brabant, tandis que la noblesse, mécontente des agissements du Taciturne, offrait le gouvernement général des Pays-Bas à l'archiduc Mathias, frère de l'empereur Rodolphe II, auquel elle aurait voulu faire épouser une fille de Philippe II qui leur aurait abandonné nos provinces.

Le jeune et faible archiduc fut reconnu par Guillaume d'Orange, qui comptait en faire un instrument docile de sa volonté, et l'on se prépara de part et d'autre à la guerre.

Le célèbre Alexandre Farnèse, prince de Parme, avait ramené à don Juan les vieilles bandes espagnoles renvoyées en vertu de l'*Édit perpétuel*. La campagne s'ouvrit sous des auspices favorables pour les troupes royales, qui défirent complètement les forces des insurgés, le 31 janvier 1578, dans les plaines de Gembloux. Cette brillante victoire mit le désarroi dans le parti des États, qui cherchèrent partout des secours pour continuer la lutte. C'est alors que le comte palatin Jean-Casimir amena en Belgique un corps de protestants allemands et que le duc d'Alençon, frère de Henri III, roi de France, accourut avec une armée française et prit Binche et Maubeuge. L'anarchie était complète : tandis que trois princes étrangers foulaient le sol national, Gand était sous le joug du parti protestant, qui y exerçait une tyrannie insupportable sous la conduite d'Hembyze et de Ryhove.

Tous ces excès ouvrirent les yeux aux provinces wallonnes, dont les habitants étaient restés profondément attachés à la religion de leurs pères. Il s'y forma un parti de *Malcontents*, qui ne demandait pas encore la réconciliation avec le roi mais qui protestait énergiquement contre les désordres qui allaient sans cesse en augmentant.

Don Juan s'était, entre-temps, fait battre à Rymenam, le 1^{er} août 1578, par l'armée des États, qu'il avait voulu attaquer malgré l'avis d'Alexandre Farnèse. Il mourut peu après cette défaite et fut remplacé, dans le gouvernement général de nos provinces, par le prince de Parme.

Le nouveau gouverneur, aussi habile que prudent, jugea que la situation était si embrouillée que le mieux était de temporiser et d'attendre une occasion favorable d'agir.

Les partisans d'Hembyze et de Ryhove, rêvant toujours d'établir la république en Flandre, parcouraient cette malheureuse province, pillant et ruinant les monastères et les églises. Les *Malcontents*, qui avaient pris les armes contre les Gantois pour empêcher qu'ils ne se répandissent dans le Hainaut, l'Artois et la Flandre française, signèrent, le 6 janvier 1579, la *Confédération d'Arras* qui proclamait, en première ligne, le maintien de la religion catholique, confirmait la *Pacification de Gand*, l'*Union de Bruxelles* et l'*Édit perpétuel*, décrétait qu'une armée nationale serait formée, qu'elle serait payée par le roi sur les revenus des

provinces et que le gouvernement général ne pourrait être confié qu'à un prince ou à une princesse du sang. C'était la séparation définitive entre les provinces du Sud et celles du Nord, qui, à l'instigation du prince d'Orange, y répondirent, le 23 janvier 1579, par l'*Union d'Utrecht*, le véritable pacte constitutif de la *République des Provinces-Unies*.

Farnèse reprit l'offensive en mars 1579 et alla mettre le siège devant Maestricht. C'est là, dans le camp du prince de Parme, que fut conclue, le 28 juin 1579, aux conditions du traité d'Arras, la réconciliation avec le roi d'Espagne, des trois provinces appelées alors *malcontentes*.

Le traité qui consacrait définitivement la restauration de Philippe II dans les Pays-Bas méridionaux, fut signé le 12 septembre de la même année.

Arras avait bien mérité du roi d'Espagne, lequel décréta la réouverture de son atelier monétaire qui était fermé depuis de longues années et qui fut rétabli, sur les sollicitations du magistrat de la ville, par des lettres du prince de Parme données au nom de Philippe II, le 11 juillet 1581. Le roi y promettait que « le petit gaing qui en pourroit
« provenir fût mis et converty à la descharge et
« acquis des debtes d'icelle ville grandement
« arriérée » (1).

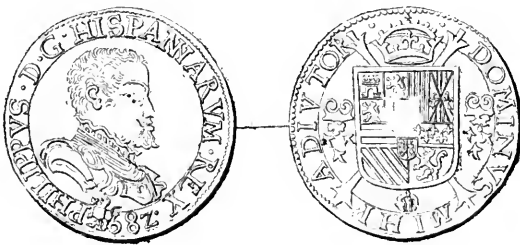
(1) *Catalogue raisonné des monnaies du comté d'Artois faisant partie du cabinet monétaire d'Adolphe Dewismes à Saint-Omer*, par ADOLPHE DEWISMES, p. 267.

Le personnel de l'atelier fut nommé par lettres patentes royales. Lucas d'Assonneville prêta serment, le 22 décembre 1581, en qualité de graveur ou tailleur de coins, entre les mains des président et gens des comptes à Lille. Alexandre Bardoul fut nommé maître de la monnaie, le 3 février suivant, ce qui établit que l'atelier ne commença à fonctionner qu'après cette époque.

Une sentence de la Cour des comptes, du 2 avril 1583, nous fait connaître que de graves abus furent découverts à la monnaie d'Arras dont le haut personnel fut condamné ou destitué ; aussi n'existe-t-il pas de numéraire de cet atelier pour l'année 1583.

Dewismes, dans son ouvrage cité plus haut, décrit plusieurs monnaies frappées à Arras en 1582. Deux d'entre elles, un demi-écu et un cinquième d'écu, ont, comme différent monétaire, un lion debout portant sur le flanc un écu aux armes d'Artois. Dewismes appelle l'attention des amateurs sur l'excessive rareté des pièces ainsi marquées.

Nous avons eu la bonne fortune de rencontrer une variété très importante de ce cinquième d'écu. En voici le dessin et la description :



Droit. Buste de profil à droite de Philippe II.

Légende : PHILIPPVS · D · G · HISPANIARVM
REX.

A l'exergue le lion portant l'écu aux armes d'Artois et la date 1582. Le chiffre 1, par suite d'un léger tréflage dans la frappe, est venu se confondre avec le corps du lion, sur lequel on en voit la trace à l'aide d'une loupe.

Revers. Écusson couronné du roi sur une croix de Bourgogne. Au bas de l'écu, qui est accosté de deux briquets avec étincelles, la Toison d'or entre deux étincelles.

Légende : DOMINVS — MIHI — ADIVTOR —

Argent.

Poids: 6gr.702.

Notre collection.

Cette curieuse monnaie ne porte pas le titre de comte d'Artois. Cette circonstance si remarquable et si anormale mérite que nous nous y arrêtions quelques instants.

Deux hypothèses sont possibles pour expliquer le fait que nous signalons. Toutes deux nous semblent très plausibles, aussi laisserons-nous au lecteur le soin de décider.

Les voici :

1° Notre monnaie aurait été frappée à l'usage des provinces wallonnes réconciliées et non de l'Artois seul.

2° Le titre de comte d'Artois y aurait été supprimé à dessein dans l'atelier monétaire dont le personnel aurait, sans doute, eu des aspirations

politiques peu en accord avec sa situation officielle.

Une omission involontaire de ce titre est inadmissible, car le graveur a dû inscrire PHILIPPVS et HISPANIARVM tout au long pour remplir l'espace réservé à la légende, inscriptions complètes qui ne se rencontrent guère sur les nombreux cinquièmes d'écu connus de Philippe II.

Nous n'avons pu, malheureusement, découvrir les comptes monétaires d'Arras de cette époque, documents qui nous auraient certainement fourni des données des plus intéressantes, telles que le nombre de pièces de chaque espèce frappées et le nom des hauts fonctionnaires de l'atelier.

V^{te} BAUDOUIN DE JONGHE.
